

Jean-Pierre Moreau
42 rue des Entrepreneurs, 75011 Paris

SAS TechSolutions
15 avenue de l'Innovation, 69002 Lyon

Lettre recommandée avec accusé de réception

À _____, le 24/02/2026

Objet : RELANCE J+30 — Dossier n°EXEMPLE-DEMO-100K

SIGNIFICATION OFFICIELLE PAR COMMISSAIRE DE JUSTICE

À l'attention de la SAS TechSolutions 15 avenue de l'Innovation 69002 Lyon

Paris, le 25 avril 2026

Objet : Mise en demeure de payer – Contrat n° CONTRAT-2024-0042 – Facture n° F-2024-112 – Montant principal 100 000 € TTC

Madame, Monsieur,

En ma qualité de commissaire de justice, et agissant sur requête de Monsieur Jean-Pierre Moreau, consultant en systèmes d'information, demeurant 42 rue des Entrepreneurs, 75011 Paris, je vous signifie par la présente une mise en demeure formelle de procéder au paiement intégral de la somme de cent mille euros (100 000 €) TTC, correspondant au solde exigible au titre du contrat de prestations informatiques référencé CONTRAT-2024-0042, conclu entre les parties le 15 janvier 2024.

Signification officielle et ses conséquences légales

Cette mise en demeure constitue un acte officiel vous enjoignant de régler la somme susmentionnée, dont l'exigibilité est intervenue le 1er juillet 2024, conformément aux termes contractuels et à la facture n° F-2024-112. Malgré plusieurs relances amiables en date des 15 juillet, 1er août et 20 août 2024, restées sans effet, et en dépit de la réception définitive sans réserve des prestations le 30 juin 2024, vous n'avez pas procédé au paiement dû.

En vertu de l'article 1344-1 du Code civil, cette signification vous fait courir les intérêts de retard à compter de la date d'exigibilité de la dette, soit le 1er juillet 2024. Par ailleurs, conformément à l'article L441-10 du Code de commerce, vous êtes redevable d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros (40 €).

Procédure d'injonction de payer engagée

À défaut de règlement intégral dans le délai imparti, je me verrai contraint, sur instruction de mon mandant, d'engager sans délai une procédure d'injonction de payer devant le tribunal compétent, conformément aux articles 1405 et suivants du Code de procédure civile. Cette procédure vise à obtenir un titre exécutoire permettant la mise en œuvre de mesures d'exécution forcée à votre encontre.

Intérêts légaux et pénalités de retard

Conformément à la loi n° 92-1442 du 31 décembre 1992, les intérêts de retard sont calculés au taux légal majoré de dix points, soit un taux effectif applicable depuis le 1er juillet 2024 jusqu'au paiement complet. Ces intérêts s'ajoutent au principal et à l'indemnité forfaitaire précitée.

Délai ultime avant exécution forcée

Par la présente, vous êtes donc instamment invité à procéder au paiement intégral de la somme de cent mille quarante euros (100 040 €), incluant le principal et l'indemnité forfaitaire, ainsi qu'aux intérêts de retard calculés à ce jour, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la présente signification.

À défaut d'exécution dans ce délai, mon mandant se réserve le droit d'engager toutes voies de droit utiles, notamment la saisie des biens et créances, sans autre avis ni délai.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le commissaire de justice mandaté,

[Signature et cachet]

Maître [Nom du commissaire de justice] Commissaire de justice [Adresse professionnelle]
[Coordonnées] ---

Mention importante

Ce document est généré automatiquement. Consultez un avocat pour validation.

Fait à _____, le _____

Jean-Pierre Moreau

Signature :